

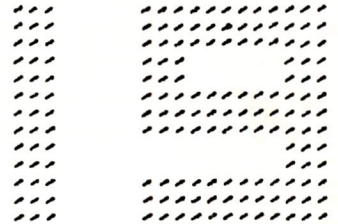
JOURNAL D'INFORMATION OUVRIÈRE

Périodique - Mensuel

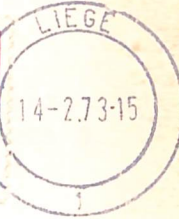
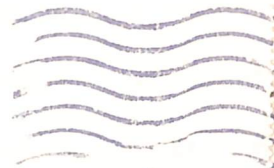
/ FEV. 19.3

Editeur responsable : J. De Smet, 17, rue de la
Commune, Bruxelles. (Pas
de correspondance, s.v.p.)

/ N
/ U
/ M
/ É
/ R
/ O



ADRESSE POSTALE : B.P. 208 / 4000 LIÈGE 1



Claude Simon
38 D, Clapham Road
LONDON S.W 9

Gaude - Bretagne

LES SYNDICATS AU SERVICE DU CAPITALISME MODERNISTE :

La grève du secteur pétrolier

Cette grève ne fait que confirmer ce qui était dit dans l'article "Réflexions en marge de la grève des indépendants, paru dans Liaisons 18, à savoir que les syndicats sont les acolytes les plus zélés (et les plus sournois) de la tendance "progressiste" du capitalisme dans l'offensive que, par gouvernement interposé celle-ci mène contre des forces représentantes d'un passé révolu qui freinent son développement global.

Cette offensive, disions-nous ne va pas sans heurts, et il advient fréquemment que des conflits surgissent entre certains secteurs du gros capitalisme et ceux dont la fonction est de représenter le capitalisme dans son ensemble, ainsi que, surtout, de déterminer et de faire appliquer la voie la plus avantageuse pour ce dernier. Dans ce contexte, il était fait mention des patrons pétroliers, à qui le gouvernement (ou, ce qui revient au même, les instances officielles de l'Etat qui perdurent indépendamment de sa chute) devait imposer leurs intérêts réels.

Les patrons pétroliers n'ont pas vu la chose de cet oeil et, dès que possible, ils sont revenus à la charge en réclamant une nouvelle augmentation du prix de l'essence. Cela, pour des raisons évidentes (le mécontentement dans la population) l'Etat ne pouvait l'admettre.

Il s'agissait donc de foutre une laffe de taille à ces vilains pétroliers, et qui d'autre que les syndicats pouvait le mieux se prêter à cette tâche ? Inutile de revenir sur les avantages que ceux-ci peuvent tirer d'un tel conflit, ou d'expliquer en détail combien l'Etat est aise de trouver un partenaire sur qui toute la faute pourra être rejetée. Les preuves de cette collaboration se retrouvent plutôt dans les faits qui ont émaillé la grève. Comment expliquer autrement, en effet, que le gouvernement, loin de prendre les mesures de réquisitions auxquelles il a "droit" en vertu de plusieurs lois anti-grèves et comme il n'a pas craint et ne craindrait pas de le faire en cas de mouvement sauvage, que le gouvernement, disons-nous, se soit empressé de donner un coup de main aux syndicats, en interdisant purement et simplement la vente de carburant ?

Un incident est révélateur à ce propos : au port pétrolier de Wandre, un piquet de grève accourt à la nouvelle que des camions-citerne vont quitter le dépôt SECA, et les empêche de sortir. La gendarmerie est appelée sur place et, au bout de quelques minutes, alors qu'on allait commencer à se taper sur la gueule, que croyez-vous qu'il se passa ? Les gendarmes regagnèrent leur casernement sans intervenir ! C'est pas courant, ça, dans une grève :

Il n'y a pas de petits profits en matière de progrès capitaliste, et l'Etat capitaliste n'a rien contre le fait de faire d'une pierre plusieurs coups.


~~~~~  
 : CA NE VA PAS A LIAISONS :  
 ~~~~~

Depuis assez longtemps déjà, Liaisons, le journal, les informations qu'il contient et les débats qu'il lance, ne recueillent quasiment plus aucun écho parmi ceux par qui et pour qui Liaisons est censé exister : les ouvriers.

Cette situation, nous pensons l'avoir déjà suffisamment expliqué, est à notre avis le résultat du calme social relatif qui règne dans le pays, c'est-à-dire de l'absence de mouvements ouvriers autonomes d'envergure.

La lutte des classes est un domaine où la permanence est illusoire. Liaisons, dans la mesure où il veut précisément être un organe de la classe ouvrière, doit connaître le même sort que les luttes de celle-ci, ou que les organismes qu'elle a mis en place au cours de ses luttes. L'erreur des camarades de Liège a été de ne pas tenir compte de cette fluctuation des luttes, de ne pas tenir compte suffisamment de son effet sur la vie du journal, et par conséquent de ne pas avoir pris les décisions qui s'imposaient.

Le résultat de tout ceci a été doublement désastreux. A la place d'informations sur les luttes, sont apparus des débats plus fumeux et inintéressants les uns que les autres, du moins pour la classe ouvrière dont la pratique est aussi éloignée que possible de ces considérations. L'existence même de telles discussions n'est que le reflet de l'absence temporaire de combativité de la classe ouvrière en Belgique.

L'autre aspect négatif, c'est que, au travers de ces débats Liaisons est devenu le terrain d'élection de théoriciens en chambre de "militants révolutionnaires" (avec tout ce que ce terme comporte de péjoratif) complètement coupés de la réalité des luttes d'aujourd'hui, de gens qui considéraient qu'il n'avait pour unique raison d'être que la publication de leurs oeuvres complètes, ou encore de groupuscules trop heureux de trouver des bonnes poires qui se crèvent à publier leurs phantasmes (aucun texte paru dans Liaisons n'ayant jamais été "corrigé" par le groupe...).

Un exemple parmi d'autres : une discussion entamée sur un problème réel, actuel, à savoir les occupations d'usines aujourd'hui, devient le ressassage de considérations sur un conflit vieux de 36 ans.

Les bonnes poires dont il est question plus haut, autrement dit les camarades de Liège, ont jusqu'à ce jour passé leur temps à taper, à stenciler et à diffuser ces textes qui ne les intéressaient pas et qui n'intéressaient pas les ouvriers ; cela uniquement pour conserver l'aspect ouvert du journal, pour permettre la libre confrontation "démocratique" des opinions, et pour ne pas se faire accuser de sectarisme ou de défendre une ligne politique comme n'importe quel groupuscule.

Plus même nous sentant obligés de publier cette prose, et comme nous n'étions pas assez bonnasses pour publiésans broncher des choses avec lesquelles nous n'étions pas d'accord, nous sommes emmerdés consciencieusement à pondre des réponses sur des sujets qui, répétons-le, ne nous intéressaient aucunement. Souvent le temps gaspillé à ce travail nous a empêché de faire

quelque chose de plus intéressant.

Maintenant, la coupe est en train de déborder, et nous avons décidé de réagir. Il n'est plus question de continuer sur la voie qui a été celle de Liaisons pendant tant de temps ; et tant pis pour ceux qui s'y étaient habitués.

Liaisons paraîtra probablement encore moins souvent qu'il ne le faisait : uniquement quand les événements le justifieront, sur une ou deux feuilles s'il le faut. Ce qui ne signifie pas que nous nous retranchons dans notre tour d'ivoire et que nous ne garderons pas le contact (épistolaire ou autre) avec ceux qui sont concernés au premier chef par l'information ouvrière.

Cela ne veut pas non plus dire que nous comptons renoncer à contribuer à des contacts et des liaisons entre ouvriers désireux de coordonner leurs luttes. Il va aussi de soi que nous voulons absolument renforcer nos liens avec les camarades et les groupes étrangers qui ont les mêmes préoccupations, et que ce tournant à Liaisons n'entraîne pas une rupture dans les échanges d'information.

Répetons-le : le tour pris par Liaisons dans les derniers mois montre simplement que notre initiative ne correspond plus pour l'instant à une exigence concrète de la lutte de classes. Comme nous ne sommes pas un groupuscule et ne prétendons pas nous attribuer à tout prix une existence, nous n'en faisons pas une maladie ; mais nous en tirons les conséquences.

.....
.....

Nous nous devons, malgré ce qui a été dit ci-dessus, de publier la fin de la réponse du camarade de Douv sur les Occupations d'Usines parue dans le numéro 18.

"Je voudrais aussi rappeler que mon ami Leval se trouvait en Espagne en participant très actif. Arrivé dans ce pays en 1914, refusant de participer à la guerre, il a travaillé de suite dans le mouvement libertaire local. Délégué par la C.N.T., en 1921, pour aller en U.R.S.S., il en ramena les éléments d'une condamnation, impitoyable mais juste du système policier marxiste. Il quitta l'Espagne durant la dictature de Primo de Rivera, pour y revenir ensuite. La débâcle le forçant à passer la frontière, il se retrouva en France.

Mon contradicteur aurait dû présenter le point de vue général et complet du "Bulletin d'information de la C.N.T.-F.A.I.", pour ceux qui ne le connaissent pas. Il y a là des tas de renseignements très intéressants. De toute façon, la vérité impose de bien spécifier les faits et de bien montrer les différences de situations organiques, pour la bonne compréhension.

Mais c'est surtout dans les collectivités agraires espagnoles, expérience révolutionnaire profonde groupant des millions de personnes, en Aragon bien sûr mais aussi en Catalogne, dans la Province du Levant, etc..., que nous trouvions l'application intégrale du communisme libertaire.

A titre d'appréciation, il est bon de savoir que la seule province d'Aragon comptait, dans sa partie tenue par les Républicains, environ 400 villages collectifs peuplés de plus de 200.000 familles. Pour toute l'Espagne républicaine, plus de 1400 collectivités s'affirmèrent. Elles s'organisèrent spontanément, à la base.

Oui, dans ces collectivités agraires se développa une large et authentique expérience socialiste libre ; une transformation radicale bouleversa la vie de ces campagnes où les paysans accablés de misère vivaient sous le joug du seigneur grand propriétaire. Nier cela, c'est ne pas connaître les faits ou les déformer. Cette heureuse évolution n'a été supprimée que par la victoire totale des troupes du général Franco aidées fortement par l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, le Portugal le capitalisme international et par le comportement des totalitaires stalinien.

Je pourrais citer des centaines de villages et nous observerions la même tendance. Mais voyons ce qui se passait dans ces villages. Voici Mas de las Matas (au nord de la province de Teruel, en Aragon). En 1936, après l'échec local du fascisme, mes camarades lancèrent l'idée de collectivité agraire. L'initiative fut acceptée à l'unanimité dans une assemblée où tous les petits propriétaires n'étaient pas présents. Une liste d'adhésion volontaire circula et 200 familles rejoignirent la communauté ; 550 familles sur 600 que comptait le village faisaient partie de la collectivité. Le reste se composait d'adhérents du syndicat marxiste et obéissait à cette organisation.

Cette région comprenait assez de petits propriétaires qui adhérèrent pour la plupart à la collectivité, renonçant ainsi à la propriété privée. Tous les mois, l'assemblée de tous les membres de la collectivité décidait et organisait. Une commission composée de cinq membres élus appliquait les décisions. Chaque soir le comité de gestion recevait les délégués des groupes. Tout était mis en commun, à l'exception des vêtements mobilier et objets personnels, des petits jardins destinés à la consommation familiale. Les artisans, les coiffeurs étaient regroupés en collectifs.

L'argent était supprimé. Pour le contrôle de la consommation des produits limités d'abord un carnet familial fut utilisé, puis un carnet-livret utilisé également dans toutes les collectivités de cette région. Ce contrôle s'imposait pour la justice dans la distribution.

Si une famille avait besoin de meubles, elle s'adressait à la section administrative, qui lui remettait un bon de commande pour le délégué des ébénistes. La nourriture, les vêtements, étaient donc gratuits. Les soins médicaux, les produits pharmaceutiques, les spectacles également. La socialisation du commerce fut une des premières étapes. N'oublions pas que ce village comme beaucoup d'autres, se trouvait à deux pas du front.

Le travail était évidemment obligatoire pour tous les hommes valides. Quels changements par rapport à la situation féodale antérieure où des propriétaires possédaient des domaines de 50.000 Ha., souvent en friche, où ils chassaient à course pendant que les paysans chômaient (sans aucune allocation).

Terre sans pain, comme le dit justement le film de Buñuel.

"El Liberal" de Madrid (printemps 1934) cite une lettre ouverte au ministre de l'agriculture d'alors : "En pleine époque de récolte, 80% des habitants de notre village se trouvent sans travail. Et cela dure depuis des mois et des mois sans que les autorités locales se soucient de soulager la misère qui règne dans nos foyers..."

Je me souviens des détails que je lisais dans le journal "Le Peuple", en 1934-1935 sur les occupations de terres par les paysans affamés. La garde civique tirait. Les révoltes étaient réprimées cruellement.

Le bouleversement provoqué par la socialisation intégrale et spontanée était bien radical ! Oui, c'était bien là une authentique révolution sociale ! Je le répète, il y avait dans les masses espagnoles une conscience, une volonté, une maturité qui n'existent pas chez nos masses laborieuses actuelles.

Je parle en connaissance de la situation sociale espagnole. C'est à ce titre que je recommande à nouveau le livre de mon ami Gaston Leval, "Espagne Libertaire 1936-1939", document d'ailleurs source de renseignements, qui est le meilleur sur la question paru à ce jour ; et il serait profitable que ceux qui s'intéressent à la vie sociale le lisent. S'il désire se documenter sérieusement, complètement, exactement, clairement, c'est ce que je suggère à mon contradicteur.

Au travers de ces situations examinées, il demeure que la profondeur de l'action entreprise dépend largement de l'intensité de la volonté, de la morale, du travail, de la compétence de ses animateurs. Et là est bien le chemin nouveau pour ceux qui sont assoiffés de justice sociale autant que de vraie liberté.

L I A I S O N S

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec nous, envoyer un article ou aider à en rédiger un.

LES INFORMATIONS : nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent leur être utiles dans la lutte quotidienne.

COLLABORER À LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement, ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une chapelle politique.

Pour que Liaisons soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux ; à la demande de tout camarade, nous pouvons contribuer à mettre sur pied des réunions de contact.

~~PREMIER~~-----

ADRESSE POSTALE : S. Wauty, Boîte Postale 208, 4000 LIEGE 1

Abonnement pour 12 numéros : 100 francs. Tout soutien supplémentaire est le bienvenu.
Le numéro : 10 francs.

Encore disponibles : -Liaisons n° 1, 3, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18.
-Liaisons n° 8 (Historique de la Grande Grève de 60-61)
-L'organisation de la lutte de classe dans la grève du Limbourg -
Janvier-Février 1970 (Brochure - 47 pages)